

● (1712)

Pour essayer de dissuader la Chambre ou les autorités en place ou pour s'assurer que le contrôleur général n'exerce jamais une véritable autorité, on voudrait nous faire croire que les sommes d'argent ne sont pas si importantes, qu'il s'agit en fait d'une bagatelle. Si on avait nommé un contrôleur général qui aurait vraiment fait son devoir, on aurait économisé tout au plus des dizaines, des centaines et peut-être des millions de dollars. C'est une goutte d'eau dans la mer, lorsqu'il s'agit d'un budget de 50 milliards de dollars. Voilà le genre d'argument qu'on avance en face.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Andre:** Quelqu'un a déjà dit que c'est avec des sous qu'on fait des dollars. Dans le cas présent, on peut dire que c'est avec des millions qu'on fait des milliards. Ce qui est plus important que la somme dont le contrôleur aura la responsabilité—je suis d'accord pour dire qu'en regard d'un budget de 50 milliards de dollars, une somme de 10, 20, 30 ou même 100 millions n'est pas très importante—c'est le manque de respect de la population à l'égard de l'argent. C'est extrêmement important.

En tant que parlementaire, je suis obligé de dire que les gens n'aiment pas payer leurs impôts et les députés de l'autre côté l'admettront également s'ils sont honnêtes. Les contribuables lisent les journaux et ils savent qu'on a donné 2 millions de dollars à Shaul Eisenberg, qu'on a dépensé 17 millions de dollars ici, qu'on en a dépensé encore plus là, qu'on en a gaspillé un peu partout, et ils détestent réellement payer leurs impôts.

Des comptables m'ont dit que leurs clients leur demandent de tripoter leurs déclarations d'impôts d'une manière qui leur aurait valu d'être renvoyés, il y a dix ans, s'ils avaient offert à leurs clients de faire ce qu'on leur demande aujourd'hui. La population a changé d'attitude à l'égard des impôts. Les gens croient que le gouvernement manifeste tellement peu de respect pour les dollars qu'ils versent dans le trésor public qu'ils ne veulent plus donner d'argent et font tout ce qu'ils peuvent pour empêcher le gouvernement de mettre la main dessus. Ils lui donnent le moins possible. L'attitude des contribuables a changé en dix ans. Il y a dix ans, on trouvait que le citoyen avait le devoir de payer son écot. C'était considéré comme un honneur, comme un des privilèges dûs au fait de vivre dans une société libre.

Par ailleurs, l'incurie et les gaspillages du gouvernement portent les citoyens à mépriser le gouvernement et les hommes politiques, ce qui a de graves répercussions. Les citoyens constatent que l'on jette leur argent par les fenêtres. Ils entendent parler de la prodigalité du gouvernement dans le rapport du vérificateur général. Ils savent que les cordons de la bourse sont très mal tenus et que la situation est grave. Tout cela les incite à mépriser profondément leurs dirigeants et les hommes politiques parce que les citoyens nous mettent tous dans le même sac. C'est mauvais pour le pays et pour la démocratie.

Certains membres du cabinet et hauts fonctionnaires prétendent notamment que même dans l'industrie, la gestion n'est

### *Administration financière—Loi*

pas parfaite, qu'il y a parfois du gaspillage, mais que ce n'est rien, que tout cela ne représente pas grand chose dans l'ensemble, que cela ne représente pas tellement d'argent. Les ministres et les sous-ministres en parlent comme si cet argent leur appartenait, à eux et au gouvernement. Ils prétendent que le gouvernement s'efforce de le dépenser à bon escient, mais que s'il y a un peu de gaspillage à gauche ou à droite, les sociétés gaspillent elles aussi.

Ce n'est pas la même chose que dans une entreprise car l'argent lui appartient. Si une entreprise veut gaspiller son argent, c'est son affaire. Dans ce cas-ci, l'argent n'appartient pas au gouvernement mais aux contribuables. Le gouvernement n'est que le gérant de ces fonds. A ce titre, il n'a pas le droit de prétendre qu'il fera des concessions pour une question de rapidité, de souplesse et pour toutes les autres raisons que les hauts fonctionnaires et les ministres du cabinet peuvent invoquer. Il n'a pas le droit d'agir ainsi alors qu'il est seulement le gardien des deniers publics.

Nous avons besoin de précautions continues, régulières et quotidiennes, ainsi que de procédures et de mécanismes de contrôle, pour nous assurer que le gouvernement conserve bien cet argent qu'il détient en dépôt au nom des contribuables. Le gouvernement joue avec de l'argent qui ne lui appartient pas. Quand il commence à agir ainsi, nous sommes en difficulté.

Mes collègues en auront long à dire sur le gouvernement qui est incapable de bien assumer ses responsabilités; en fait, monsieur l'Orateur, nous, députés de ce parti, avons un très grand nombre de recommandations à adresser au gouvernement sur la façon dont il pourrait se réorganiser et se départir de certaines de ses responsabilités, de façon à mieux assumer celles qui lui resteraient. Sans vouloir abuser du temps de la Chambre, j'aimerais cependant dire au président du Conseil du Trésor et à son secrétaire parlementaire que, même si nous nous entendons à accorder notre appui à cette mesure législative à l'étape de la deuxième lecture, étant donné que nous estimons un contrôleur général nécessaire, nous sommes bien déçus que ce bill ne définisse pas son rôle, et nous entendons exiger en comité que des dispositions soient ajoutées pour que M. Rogers, lorsqu'il assumera ses fonctions, puisse posséder l'autorité législative nécessaire pour assumer son rôle si important.

Sans pouvoir que lui confère la loi, il n'y a qu'une chance sur dix que le contrôleur général réussisse à remplir les fonctions qui lui seront confiées. Le cabinet et les cadres supérieurs de la Fonction publique ne veulent pas d'un contrôleur général et y ont opposé une forte résistance; seule la pression irrésistible de l'opinion publique a pu les forcer à se rendre.

**Une voix:** Comment le savez-vous?

**M. Andre:** J'écoute ce qui se dit autour de moi. Vous devriez faire de même. Afin d'expédier l'étude du bill en comité, je tiens à répéter quelque chose pour la gouverne du secrétaire parlementaire. J'espère qu'il transmettra le message à son patron qui pour une raison ou une autre n'a pas jugé nécessaire d'être présent au moment du débat du bill. Je veux parler du président du Conseil du Trésor.